

Diplôme	MASTER	
Mention	Administration publique	
Numéro d'accréditation	20160405	
Etablissements co-accrédités	<input type="checkbox"/> Université Claude Bernard Lyon 1 <input type="checkbox"/> Université Lumière Lyon 2 <input type="checkbox"/> Université Jean Moulin Lyon 3 <input type="checkbox"/> Université Jean Monnet <input type="checkbox"/> Ecole Normale Supérieure de Lyon <input type="checkbox"/> Ecole Centrale de Lyon <input type="checkbox"/> INSA Lyon <input type="checkbox"/> Vetagro Sup <input type="checkbox"/> ENTPE	<input type="checkbox"/> ENSSIB <input type="checkbox"/> ENSAL <input type="checkbox"/> ENSASE <input type="checkbox"/> Institut Mines Telecom <input type="checkbox"/> Université Savoie Mont Blanc <input type="checkbox"/> IOGS Paris-Saclay
Schéma des parcours	<p>M1 Administration publique commun à l'ensemble des parcours</p> <p><u>5 parcours en M2 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Parcours Manager des organisations publiques • Parcours Manager des ressources humaines publiques • Parcours Collaborateur d'élus • Parcours Développeur territorial • Parcours Préparation aux concours de la haute fonction publique 	

Objectifs et finalité de la formation (secteurs d'activité et métiers visés)
<p>La mention Administration publique a pour objectif de former des étudiants à devenir des cadres dans la fonction publique ou dans le secteur parapublic. Par conséquent, elle forme aux différents aspects de la gestion publique ainsi qu'à la méthodologie des concours administratifs. La mention est organisée pour donner une vision dynamique et contemporaine de l'administration permettant à l'étudiant d'analyser et de maîtriser son futur environnement professionnel.</p> <p><u>Secteurs d'activité :</u> les emplois dans la fonction publique d'Etat, territoriale et hospitalière, les établissements publics, les structures de partenariat public/privé, les groupes d'acteurs locaux, les structures de l'économie sociale et solidaire, les associations d'élus,</p>

les cabinets de conseil en développement local, management de projets, prospective territoriale, ressources humaines, appui à la transformation, promotion de l'économie circulaire...

Métiers visés : cadres A et A+ des trois fonctions publiques, manager des organisations publiques, chargés de mission, contractuels des collectivités territoriales dans le cadre des contrats de projets, collaborateurs d'élus (attachés parlementaires, directeurs et chefs de cabinets, etc.), directeur des ressources humaines, développeurs économiques territoriaux, chargés de mission attractivité des territoires, consultants en développement local, prospective, concertation citoyenne et dialogue public...

Points forts ¹	Points faibles ¹
<ul style="list-style-type: none"> - Singularité de la formation sur le territoire (mention Administration publique ni à l'Université Lyon 3, ni à l'Université de Grenoble) - Réforme des parcours pendant l'accréditation qui a permis de doper l'attractivité de la formation - Interventions de nombreux professionnels mobilisés dans la formation - Nombre conséquent d'enseignants-chercheurs impliqués dans la formation - Diversité des profils - Interdisciplinarité des étudiants et des enseignements - Stage de longue durée sur la seconde année (5 mois) - Mise en place d'une Prépa Talents en partenariat avec l'IRA de Lyon - Convention de formation continue professionnelle avec l'IRA de Lyon permettant aux élèves stagiaires de valider soit le M1, soit le M2 Manager des organisations publiques ou le M2 Manager des ressources humaines publiques - Taux d'insertion professionnelle des étudiants dans l'emploi public (supérieur à 70% et à 50% sur des postes d'encadrement) 	<ul style="list-style-type: none"> - Déficit d'attractivité des carrières publiques qui rejait sur celle de la formation - Difficulté de créer des partenariats internationaux car la formation destine à travailler principalement au sein de l'administration française - Volume horaire de la maquette qui ne permet pas de proposer des interventions plus conséquentes aux professionnels sollicités voire de répondre aux différentes sollicitations que nous recevons pour intervenir dans le master - Difficulté à constituer un réseau de partenariat avec les professionnels des secteurs concernés, afin d'accompagner les étudiant(e)s dans leurs recherches de stages et emplois - Absence de poursuite automatique du parcours entre la L3 et le M1
Opportunités ¹	Menaces ^[1]
<ul style="list-style-type: none"> - Ouverture au-delà de la Fonction publique d'Etat par des partenariats avec le Centre de gestion, le CNFPT et l'INET, la Fonction publique hospitalière - Renforcer les liens avec les opérateurs de l'Etat - Accroître la formation continue (PFRH, ENG, VAE) - Favoriser l'ouverture à l'alternance - Participer activement aux réseaux européens d'Universités (réseau BAUHAUS4EU) 	<ul style="list-style-type: none"> - Avis réservé sur la formation lors de la dernière accréditation - Concurrence avec l'Université Lyon 3 (parcours Carrières publiques du master mention Droit public) et avec l'Institut catholique de Lyon (parcours Action publique du master mention Droit public)

Inscription de la formation dans les orientations pédagogiques et les priorités thématiques de l'établissement
<p>La mention Administration publique s'inscrit pleinement dans les orientations pédagogiques et les priorités thématiques de l'établissement.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Positionnement de Lyon 2 sur le site Lyon Saint-Etienne : la mention Administration publique est portée par la seule Université Lyon 2. Elle accueille de nombreux étudiants de différents établissements d'enseignement supérieur du site (Université Jean Monnet, Université Jean Moulin Lyon 3, Institut catholique de Lyon, IUT de Roanne). - Une université inscrite au cœur de la cité : la mention Administration publique est engagée dans de nombreux projets en lien avec son territoire et l'écosystème local. Sa participation aux nombreuses journées d'études sur la spécificité institutionnelle de la métropole de Lyon, collectivité territoriale à statut particulier, en témoigne. - D'une politique internationale à une politique d'internationalisation : la mention Administration publique a développé des partenariats privilégiés qui permettent aux étudiants de Lyon 2 de partir en mobilité au Canada (École nationale d'administration publique à Montréal) et à la formation d'accueillir des étudiants originaires du Cambodge. Elle est également susceptible d'être impliquée dans l'Alliance universitaire européenne BAUHAUS4EU. - Lyon 2 face aux transitions : la mention Administration publique propose de nombreux cours et activités aux étudiants en lien avec le développement durable et la responsabilité sociétale et environnementale (Impact des transitions écologiques

et numériques, Politiques de développement durable du territoire, Droit de la commande publique verte, Master class sur la mobilité durable...).

Parcours des étudiants en amont et en aval de la formation

- En amont, la formation bénéficie d'une grande diversité des profils recrutés (droit, administration publique, histoire, géographie, science politique, économie, BUT carrières juridiques, administration économique et sociale, etc.), ce qui constitue un atout en termes d'interdisciplinarité des profils. D'autre part, un partenariat a été noué avec le lycée du Parc (lycée général public situé à Lyon et faisant partie de l'académie de Lyon, 100% de réussite au baccalauréat et 87% de mentions) pour intégrer directement en M1 des étudiants de CPGE.
- En aval, les étudiants passent les concours de la fonction publique et, de façon générale, vont vers l'emploi public, leurs profils diversifiés permettant de répondre aux besoins nouveaux de l'administration publique et à la complexité de l'action publique.

Articulation et passerelles avec les formations voisines du même cycle et des cycles antérieur et/ou supérieur

On notera la passerelle entre la CPGE du lycée du Parc à Lyon et l'admission directe en M1, citée plus haut, qui constitue un atout rare et majeur pour l'établissement et la mention.

Il existe également des passerelles évidentes avec les formations voisines car l'établissement gère également les mentions Droit public, Science politique et Administration Economique et Sociale.

Evolution des intitulés de la formation (accréditée et parcours diplômants) pendant la période de référence

La restructuration résiliente opérée à la rentrée 2024-2025 de la mention Administration publique a permis de donner plus de visibilité et de cohérence à la formation tout en renforçant son attractivité. Cela se matérialise, notamment, par une augmentation significative du nombre de candidatures en M1, sur la plateforme MONMASTER.

Les parcours "Manager des organisations publiques" et "Manager des ressources humaines publiques" ont fusionné dans un parcours unique intitulé "Management public" au sein duquel les étudiants peuvent choisir une spécialisation : "Fonction de direction" ou "Fonction RH".

Les parcours "Développeur territorial" et "Collaborateur d'élus" ont fusionné dans un parcours unique intitulé "Affaires publiques et développement territorial" au sein duquel les étudiants peuvent choisir une spécialisation : "Collaborateur d'élus" ou "Développeur territorial".

A partir de la rentrée 2025-2026, la "Prépa Talents" sera proposée dès le M1, afin d'offrir aux étudiants une préparation renforcée aux concours de la fonction publique, sur les deux années de master. Cette évolution répond à une demande des étudiants exprimée, notamment, lors du dernier conseil de perfectionnement.

Perspectives de restructuration envisagées pour le prochain contrat

La restructuration des parcours de M2, afin de les rendre plus visibles, lisibles et robustes, a déjà été opérée (rentrée 2024-2025 et rentrée 2025-2026). L'objectif est de pérenniser la structure de la formation sur la période du prochain contrat.

[1] Pour rappel, 4 domaines : politique et caractérisation, organisation pédagogique, attractivité/performance et pertinence, pilotage et amélioration continue